

Le pacte brisé



*Comment la promesse tacite du Canada a été
abandonnée et pourquoi elle doit être reprise*

ANDRÉ JOHN HADDAD

Table des matières

Introduction.....	3
Le Pacte brisé	
Comment la promesse tacite du Canada a été abandonnée et pourquoi elle doit être reprise	
Chapitre 1	6
La souveraineté commence au travail	
<i>Sous-traiter la souveraineté : comment le Canada est devenu dépendant des puissances étrangères</i>	
Chapitre 2	11
Pourquoi nous devons reconstruire l'indépendance du Canada	
<i>La décadence du leadership canadien de l'intérieur</i>	
Chapitre 3	15
Comment les États-Unis maintiennent le Canada en laisse :	
Les systèmes de contrôle que nous avons pris pour des partenariats	
Chapitre 4	19
Le déficit de loyauté	
<i>Une culture nationale qui a cessé de croire</i>	
Chapitre 5	27
Plan de renouvellement national	
<i>Retrouver le contrat social</i>	

Introduction

Le Pacte brisé

Comment la promesse tacite du Canada a été abandonnée et pourquoi elle doit être reprise

L'accord oublié qui a construit ce pays

Que l'on soit né ici ou ailleurs, être Canadien n'est pas seulement une question de géographie : c'est un héritage. Entre citoyens existe un accord non écrit : vivre dans ce pays, c'est bénéficier de quelque chose de rare dans l'histoire humaine, une démocratie fonctionnelle, le règne du droit, la liberté d'expression et de pensée, ainsi qu'un niveau de sécurité personnelle qui permet aux individus et aux familles de prospérer.

Ici, on peut créer une entreprise. On peut exprimer ses idées sans crainte. On ne vit pas avec la guerre à nos portes. Les différends se règlent par la loi et la raison, non par la violence. Rien de tout cela n'est arrivé par hasard. Cela a exigé des efforts, des sacrifices et une croyance partagée en ce que la société devrait être. Et avec cet héritage vient une responsabilité.

Le contrat social n'est pas un document, c'est un principe. Ceux qui réussissent ici ont une dette : payer leurs impôts là où la valeur est créée, investir dans les communautés, traiter les employés comme des partenaires et respecter les institutions qui protègent nos libertés. Au fil des années, ce contrat a été violé. Des dirigeants d'entreprise profitent du Canada, puis déplacent leurs activités et leurs impôts à l'étranger. Des emplois disparaissent. Des communautés se dépeuplent. Ce qui avait permis leur ascension est abandonné en silence. Ce n'est pas seulement une faute morale, c'est une trahison.

Car, en fin de compte, cette responsabilité ne se retrouve pas uniquement dans la législation. Elle s'incarne dans la volonté politique, dans la conscience sociale et, plus encore, dans le caractère des hommes et des femmes. C'est là que les nations se renouvellent... ou s'effondrent.

Mais il existe une autre vérité que nous avons trop longtemps évitée : un mensonge que nous nous sommes raconté et qu'il faut affronter. Le mensonge ressemble à ceci : « C'est acceptable de sous-traiter le travail de base. Nous garderons les emplois importants, la réflexion stratégique, les innovations à forte valeur ajoutée. Qu'ils fabriquent les biens; nous, nous les concevrons. » La première fois que je l'ai entendu, je n'ai pas seulement eu des doutes, j'ai compris que nous avons été manipulés.

Tout esprit lucide comprend que les soi-disant « pays en développement » ne restent pas passifs, en attente de nos restes. Ils sont affamés, déterminés, et apprennent vite. Ils étudient nos systèmes, copient nos idées, les améliorent, puis nous dépassent. Ils n'ont pas besoin de notre permission. Ils n'ont pas besoin de notre protection. Et ils n'ont certainement pas besoin de nos excuses.

Au cours des trois dernières décennies, des pays que nous appelions autrefois « Tiers Monde » ont non seulement comblé l'écart, mais ils nous ont devancés. Ils fabriquent, et ils innovent. Ils conçoivent. Ils programment. Ils lancent. Ils dirigent. Et pendant que nous nous bercions de l'illusion d'un monopole naturel sur l'intelligence et l'imagination, eux ont bâti des entreprises, des industries et des stratégies nationales qui rivalisent désormais avec les nôtres, et souvent nous dépassent. Ce n'est pas un simple signal d'alarme, c'est un ultimatum.

La véritable trahison, ce n'est pas seulement ce que nous avons cédé; c'est que nous avons cessé de croire que nous pouvions accomplir nous-mêmes. Et c'est précisément là que le contrat social revient au premier plan. Il ne demande pas la perfection. Il exige la loyauté. Il nous rappelle que notre réussite ne s'est pas faite en vase clos. Ce sont les Canadiens qui l'ont rendue possible. Il est temps, maintenant de s'assurer que ce pays demeure viable pour tous.

Pourquoi j'ai écrit ce texte

Ce que nous appelons « commerce » est devenu un mécanisme de contrôle. Notre dépendance vis-à-vis des États-Unis n'est plus un simple déséquilibre économique, c'est une vulnérabilité stratégique. Les systèmes canadiens reposent tellement sur le capital américain, son approbation et son accès, que notre souveraineté s'en trouve profondément compromise. Ce n'est pas un partenariat, c'est une soumission structurelle, rendue possible non par la force, mais par la commodité, l'habitude et le déni. Nous y avançons comme des automates depuis des décennies.

Mais avant de parler d'accords commerciaux ou de politique étrangère, nous devons affronter un échec plus profond : l'effondrement du leadership dans nos institutions. La gestion canadienne, dans les affaires, au gouvernement, dans le monde syndical, est passée du courage à la conformité, de la responsabilité à l'évitement du risque. J'ai vu trop de dirigeants abandonner leur mandat pour le confort ou le gain immédiat. Ils suivent les procédures et administrent des processus, mais ils ne dirigent plus. Ils ne protègent pas les gens, ne défient pas le statu quo, ne poursuivent pas de résultats audacieux.

Si la souveraineté commence quelque part, c'est ici : dans ce que j'appelle nos programmations mentales, nos *mind-sets* et nos comportements. Aucune stratégie nationale ne réussira si ceux qui dirigent nos institutions manquent d'urgence, de responsabilité ou de vision.

Je n'ai pas écrit ceci pour provoquer ni pour idéaliser le passé. Après plus de cinquante ans à conseiller des dirigeants dans divers secteurs, j'ai vu la souveraineté canadienne s'éroder, non pas dans la crise, mais à travers mille compromis silencieux, tolérés, acceptés, tandis que d'autres nations moins favorisées croissaient, innovaient et prenaient la tête.

J'ai vu des gestionnaires cesser de gérer, des syndicats protéger le statu quo, des gouvernements se délester des décisions et de la responsabilité. Le confort s'est confondu avec la stratégie, et je m'inclus dans cet échec.

Mais j'en suis arrivé à croire ceci : on ne peut pas réparer ce qu'on refuse d'affronter. Si nous voulons rester un pays souverain et digne de respect, le changement doit commencer par la manière dont nous travaillons, dont nous dirigeons et dont nous vivons. Pas demain, maintenant.

Ce qui suit dans le Chapitre 1 est un regard sans complaisance sur la façon dont le Canada a perdu le contrôle de son avenir, non par invasion ou crise, mais au fil de décennies de complaisance managériale, de dérive institutionnelle et d'une dépendance devenue dangereuse vis-à-vis des intérêts étrangers. Il porte aussi sur ce que nous devons faire dès maintenant pour le reprendre.

Chapitre 1

La souveraineté commence au travail

Sous-traiter la souveraineté : comment le Canada est devenu dépendant des puissances étrangères

Réalignement : le management doit changer ses façons de faire

Il faut rompre avec l'illusion que nos institutions sont bien alignées ou que les gestionnaires actuels sont prêts à diriger. Trop d'entre eux sont devenus ce que j'appelle des « gestionnaires de conventions collectives », formés à se conformer plutôt qu'à diriger. Ils suivent les procédures, évitent les conflits et attendent le consensus. Mais le vrai leadership ne s'attend pas. Il exige de l'urgence et du courage. Il demande de la responsabilité et de la lucidité. Et il commence par la volonté de remettre en cause, d'agir et de s'adapter, surtout quand les enjeux sont élevés.

Un leadership sans urgence n'est que de l'administration. Chaque transformation marquante de l'histoire, qu'elle soit économique, institutionnelle ou culturelle, a été portée par l'urgence, jamais par le confort ni la prudence. Cette urgence naît de la compréhension que la survie, la pertinence et la croissance sont en jeu. Pour le Canada, elles le sont bel et bien. Si nous voulons préserver notre indépendance, il faut un leadership qui agisse au nom des intérêts nationaux à long terme, et non pour le calme immédiat.

Nous avons besoin de plus que de slogans. Il faut de la pression, de l'intérieur comme de l'extérieur. Cela signifie que ceux qui siègent aux plus hautes tables doivent cesser de traiter le statu quo comme si c'était la performance dont ce pays a besoin. Rester inactif, attendre l'inspiration, tandis que l'immobilisme est récompensé et pris pour du succès, ce n'est pas du leadership, c'est une reddition au ralenti.

Cela signifie aussi que les clients, les Canadiens ordinaires, doivent cesser d'acheter aux entreprises qui délocalisent leurs obligations tout en engrangeant des profits au pays. Ils doivent parler, protester, résister, se détourner.

Si ceux qui tiennent les rênes refusent d'avancer, alors la pression doit les pousser... ou les remplacer. Car rester immobile alors que le monde change autour de nous n'est pas seulement de la négligence, c'est un abandon stratégique. Le vrai leadership se mesure au mouvement, pas aux réunions, pas aux mémos, pas aux indicateurs manipulés pour donner une illusion de calme.

Comme Mark McCormack l'a montré dans *What They Don't Teach You at Harvard Business School*, la stratégie doit être astucieuse, réaliste. Comme Jack Welch l'a prouvé dans *Winning*, le changement doit parfois être impitoyable. Et comme Sun Tzu l'avait averti il y a longtemps dans *L'Art de la guerre*, le pouvoir respecte le bon moment, la discipline et la ruse, pas les sentiments. Le Canada n'a pas besoin de gestionnaires du déclin. Il a besoin de leaders prêts à se battre pour la pertinence, la souveraineté et la croissance.

Calvin Coolidge a dit un jour : « Les Américains s'intéressent profondément à produire, acheter, vendre, investir et prospérer dans le monde. » Avec le temps, cette idée s'est cristallisée dans une formule plus brutale : « *The business of America is business* ». Même si Coolidge n'avait peut-être pas voulu être aussi tranchant, cette phrase révèle l'essence de la vision américaine, surtout parmi les décideurs de droite. Ce

n'est pas seulement un slogan : c'est une doctrine. Et qu'ils soient démocrates ou républicains, ils fonctionnent tous dans le système le plus industrialisé et le plus axé sur le profit au monde.

Il faut le comprendre clairement : croire que les États-Unis aident d'autres nations par pure générosité est un mythe. Cela n'est tout simplement jamais arrivé dans l'histoire américaine. Ce n'est pas une insulte, c'est une vérité stratégique, une vérité que nous devons entendre, respecter et intégrer plutôt qu'ignorer. Car le mot équité n'appartient pas au vocabulaire américain. Ce qui compte, ce sont les intérêts.

L'esprit américain a toujours été foncièrement transactionnel : les affaires d'abord, tout le reste ensuite. Ce n'est pas un défaut, c'est un trait constitutif. Leur politique étrangère, leurs décisions commerciales, même leurs alliances sont guidées par le rendement, pas par le sentiment. Le Canada, au contraire, a trop souvent agi comme si nous partagions des valeurs communes et que la bonne volonté était mutuelle. C'est une faute stratégique. Nous devons cesser d'attendre l'équité d'un pays dont la philosophie n'a jamais été l'équité, mais le retour sur investissement.

Réalignement : syndicats, institutions et ordres professionnels doivent changer leurs façons de faire

Commençons par les syndicats, les institutions et les ordres professionnels. Nous avons encore besoin de syndicats, non pas parce qu'ils fonctionnent bien, mais parce que le management a échoué. Dans un monde idéal, ils ne seraient pas nécessaires. Mais tant que les dirigeants privilégieront le contrôle à la responsabilité, les syndicats resteront indispensables.

Prenons Amazon comme exemple. Si l'entreprise avait traité ses employés avec un véritable respect, pas comme des outils pour exécuter des tâches, mais comme des personnes capables de réfléchir, d'innover, d'améliorer et d'aider l'entreprise à croître, elle n'aurait peut-être jamais subi de pressions pour se syndiquer au Québec.

Le respect signifie reconnaître les employés comme des cocréateurs de valeur, et non comme une main-d'œuvre jetable. Si Amazon avait adopté cet état d'esprit au lieu de le combattre, elle ne se retrouverait pas aujourd'hui à fermer des activités simplement pour éviter d'assumer ses responsabilités. Ce n'était pas une question de coûts, mais de contrôle. Et lorsque le contrôle passe avant la responsabilité, la légitimité est perdue.

Mais les structures syndicales doivent elles aussi évoluer. Bureaucratiques et rigides, elles reflètent souvent la stagnation qu'elles étaient censées combattre. Il faut repenser syndicats, associations et ordres professionnels, pas seulement dans leur structure, mais dans leur identité, leur rôle et leur raison d'être. Cette transformation doit placer la souveraineté au cœur, même si cela signifie abandonner le confort du familier. S'accrocher au passé nous rend prévisibles, exploitables, dépendants. Car il n'y a pas de doute : il s'agit des intérêts canadiens, et cela nous concerne tous.

Protéger les intérêts canadiens signifie préserver la capacité de penser, construire et décider par nous-mêmes, à l'intérieur de nos frontières, sous nos lois, guidés par nos valeurs. Cela signifie mettre la résilience nationale à long terme au-dessus de la commodité immédiate. Et cela signifie garantir que nos institutions servent d'abord les Canadiens, pas des actionnaires étrangers, des agendas importés ou des structures héritées qui ne servent plus l'avenir.

Ce que nous devons bâtir

Le modèle dont le Canada a besoin doit être audacieux et axé sur la performance, et non bureaucratique.

Il doit privilégier les résultats, attirer les talents et envoyer un message clair : nous sommes là pour gagner, pas pour attendre. Les organisations doivent devenir plus agiles, rentables et efficaces. Les employés devraient devenir co-propriétaires, avec une voix à la table stratégique, non pas comme symboles, mais comme véritables participants. C'est une question de responsabilité partagée et de récompense partagée.

Le dysfonctionnement central et le « haussement d'épaules » qui tue

Voici une vérité inconfortable : comme je l'ai dit, si le management faisait réellement son travail, les syndicats n'existeraient pas. Nous avons besoin de syndicats parce que le leadership a échoué. Trop de gestionnaires portent un titre mais ne dirigent pas. Sans surprise, ils se révèlent incapables de prendre soin de la ressource la plus vitale d'une organisation : ses gens.

De plus, la résistance syndicale est souvent une inertie, mais elle est née de la négligence managériale, de la cupidité et de la délocalisation. Dire que nous avons encore besoin de syndicats, c'est reconnaître cet échec permanent.

À ce stade, vous pourriez demander : « Et alors? Que veux-tu que je fasse? » Ce haussement d'épaules, cette passivité, voilà le problème. Vous attendez encore d'Ottawa? De Washington? Des conseils d'administration? Personne ne viendra à la rescousse. Si le changement doit se produire, il dépend de nous, ou il ne se produira pas. Pour ma part, je fais ce que je peux : je bâtis des stratégies pour des réalités dures, des plans pour protéger nos intérêts et rester deux coups d'avance.

La tyrannie du statu quo

Le leadership actuel se cache derrière les conventions collectives, les processus et les règles — jadis conçus pour prévenir les abus, mais désormais utilisés pour étouffer l'innovation et punir l'initiative. Nous vivons à l'ère du « gestionnaire de convention collective », un leader formé à obéir, non à diriger.

Pire encore, nous avons accepté une croyance dangereuse : que maintenir le statu quo est la seule façon de gagner de l'argent. C'est faux. C'est la manière la plus rapide de perdre toute pertinence.

Imaginez des organisations légalement empêchées de s'adapter. Imaginez des syndicats figés dans des stratégies de survie. Ce n'est pas du leadership, c'est un tango fatigué à trois, gouvernement, management et syndicats, qui tournent en rond pendant que l'innovation meurt.

Nous nous sommes convaincus non seulement que la stabilité signifie la sécurité, mais aussi que nous ne pouvons pas concurrencer, que la reddition est plus facile. « On ne peut pas battre les Chinois », se disent-ils. Mais la vérité, c'est que c'est juste moins de travail. Gérer des gens demande du temps, des efforts et, osons le dire, de réelles compétences. Alors, au lieu de cela, les dirigeants expédient le travail à l'étranger et encaissent des profits sur chaque tablette de magasin au Canada.

C'est la façon la plus facile de gagner de l'argent en évitant la complexité et en préservant le statu quo. Résultat : pas d'innovation, pas de conflit, pas de responsabilité. Seulement un déclin tranquille, bien financé. En fait, son déni déguisé en stratégie.

Ce n'est pas seulement une question d'économie, c'est une question de tradition. C'est stratégique. Et c'est un échec d'imagination. Nous avons bâti des systèmes qui récompensent la conformité plutôt que la créativité, l'apparence plutôt que les résultats, et la sous-traitance plutôt que la responsabilité.

Le résultat est un déclin auto-entretenu : quand nous cessons de croire que nous pouvons rivaliser, nous cessons même d'essayer. Et quand nous cessons d'essayer, nous justifions la capitulation. Nous l'avons tous vu de près : des organisations qui ferment, des gens licenciés. Et cela continue chaque jour. Voilà comment des secteurs entiers disparaissent, pas dans un fracas, mais dans un haussement d'épaules.

Arrêtons de prétendre que nous ne pouvons pas rivaliser avec la Chine. Nous le pouvons, et nous le devons. Nous avons les outils, le talent et la technologie pour produire en masse des biens de qualité ici même au Canada. Ce qui nécessitait dix travailleurs ne demande plus aujourd'hui qu'une machine et un opérateur formé.

Nous n'avons pas besoin d'exploiter une main-d'œuvre bon marché pour rester dans la course. Nous devons la remplacer par des systèmes intelligents, des processus efficaces et une main-d'œuvre qualifiée, prête à bouger rapidement.

Les Canadiens peuvent livrer de la haute qualité, à grande échelle, à des prix réellement abordables. Le seul obstacle, c'est l'état d'esprit : un récit défaitiste qui dit qu'il est plus simple de délocaliser que de diriger. Nous n'avons pas besoin d'être les moins chers. Nous devons être capables, compétitifs et engagés. Et nous le sommes déjà, si nous choisissons d'agir.

Prudence

Nous ne sommes plus en 1995. Mais si nous continuons à agir comme si nous y étions, le Canada sera démantelé, tranquillement, morceau par morceau d'ici 2030.

L'obsolescence n'est pas une question d'outils anciens; c'est une question de pensée dépassée. Et dans un monde où même notre plus proche allié nous traite comme un concurrent, l'hésitation n'est pas neutre, elle est fatale.

Conclusion

Après 50 ans dans les secteurs public et privé, j'ai appris cette vérité dure : si un pays ne s'affirme pas, d'autres le façonneront pour leurs intérêts, tout comme les individus qui ne dirigent pas leur vie finissent par être dirigés.

Nous ne pouvons plus nous permettre de compter sur la bonne volonté d'Ottawa, de faire confiance à Washington, ni de nous contenter de promesses vagues venues des conseils d'administration.

La déclaration du premier ministre Carney, « Le Canada n'est pas à vendre », a été un moment charnière. Mais les slogans ne suffisent pas : il faut que des changements structurels suivent.

Ce qui suit dans le Chapitre 2 examine comment l'indépendance canadienne s'est érodée de l'intérieur. Non pas par un effondrement soudain, mais par une lente corruption du leadership, une culture de complaisance et un silence institutionnel. Cette section met en lumière la manière dont la médiocrité s'est normalisée dans nos entreprises, nos syndicats et notre gouvernement, ainsi que les raisons pour lesquelles reconstruire la souveraineté commence par confronter ces vérités inconfortables.

Chapitre 2

Pourquoi nous devons reconstruire l'indépendance du Canada

La décadence du leadership canadien de l'intérieur

L'illusion de l'indépendance

L'indépendance dite canadienne cache une dépendance bien plus profonde vis-à-vis des États-Unis. Lorsque le président Trump a réimposé des tarifs en 2025, le choc a révélé notre vulnérabilité. Malgré notre présence diplomatique à Washington, les dirigeants ont échoué à réagir, non pas par ignorance, mais par complaisance.

Les accords commerciaux comme l'ALENA et l'ACEUM n'étaient pas de véritables partenariats, mais bien des outils de confinement. Nous avons échangé notre souveraineté contre le confort, nous sommes restés engourdis dans une torpeur où résister paraissait presque irrationnel.

La souveraineté commence au travail

La véritable autonomie nationale exige l'indépendance économique. Depuis les années 1980, le Canada a perdu des centaines de milliers d'emplois manufacturiers à cause de la délocalisation et de la dépendance aux chaînes d'approvisionnement américaines.

Les entreprises « made in Canada » ont quitté nos rivages pour une main-d'œuvre moins chère à l'étranger, affaiblissant notre résilience nationale. Ce n'est pas seulement une question d'économie, c'est une trahison, et nous l'avons tolérée.

Un appel à l'action

Pour retrouver notre souveraineté, nous devons repenser notre manière d'acheter, de produire et de diriger. Cela commence par un changement d'état d'esprit : acheter canadien, exiger la production locale et reconstruire le contrat social entre citoyens, entreprises et gouvernement. Nous ne pouvons plus attendre. Le Canada que nous construisons est celui que nous achetons, ou nous le perdrons.

La corruption silencieuse du management canadien

Avant que la corruption ne devienne loi, elle commence comme habitude. Bien avant qu'une nation ne perde sa souveraineté au profit de puissances extérieures, elle s'affaiblit d'abord de l'intérieur.

Au Canada, cette faiblesse n'est pas seulement économique, elle vient aussi d'une lente érosion des standards de leadership dans nos institutions et entreprises. Le danger n'est pas seulement criminel. Il réside dans la normalisation progressive de la médiocrité, de la peur et du silence, qui permet au déclin de s'installer et de se propager.

Quand les dirigeants ne subissent aucune conséquence, une culture d'impunité s'installe. Avec le temps, « Ne pas se faire prendre » remplace « Faire ce qu'il faut » comme principe directeur.

Mais je ne parle pas uniquement de corruption criminelle. Je parle de la corruption du leadership lui-même, quand l'ambition est remplacée par la conformité, quand « assez bon » devient la norme, et quand éviter le blâme importe plus que prendre ses responsabilités.

Quand le silence remplace le leadership

Sous le gouvernement de Stephen Harper, par exemple, les scientifiques fédéraux étaient sévèrement limités dans leur liberté de s'exprimer publiquement, même sur leurs propres recherches. Les demandes médiatiques étaient retardées, refusées ou étroitement contrôlées, surtout lorsqu'il s'agissait de sujets comme les changements climatiques. Plus de 90 % d'entre eux affirmaient ne pas pouvoir parler librement.

La même mentalité existe dans de nombreuses entreprises privées, où signaler des problèmes est vu comme un acte de déloyauté. S'exprimer attire la suspicion, pas le soutien. Avec le temps, le silence est devenu complicité, et la dysfonction s'est cachée derrière une apparence de calme.

Le déclin commence par la corruption au sommet

Le déclin des civilisations ne débute presque jamais par un effondrement brutal. Il commence par des compromis. Les dirigeants contournent les règles, et d'autres suivent. Pas par malveillance, mais par mimétisme.

La corruption, comme un virus, se répand. Elle devient un comportement appris, répliqué dans tous les secteurs. Les standards éthiques s'effritent. La confiance s'écroule. Et le public, voyant qu'il n'y a aucune conséquence pour les élites, se désengage.

« Ne pas se faire prendre » est devenu la nouvelle valeur nationale.

Ce phénomène n'est pas propre au Canada. De Rome à l'Union soviétique, du Venezuela aux démocraties modernes sous stress, le schéma se répète. Ce qui commence par de la mauvaise gestion devient de la décadence institutionnelle. Et ce qui aurait pu être corrigé tôt devient irréversible par inertie.

C'est pourquoi lorsque les dirigeants commencent à contourner les règles, ils cessent de signaler ce qui peut nous nuire. À la place, ils rationalisent l'inaction : « Ça va s'arranger » ou « Il n'y a rien à faire ». Ce n'est pas du réalisme, c'est de la capitulation. Et cela se propage vite. Cela incite gouvernements, entreprises et citoyens ordinaires à faire de même. « S'ils s'en sortent, pourquoi pas moi? »

C'est ainsi que l'impunité devient notre mode de fonctionnement.

Que faire

Les conseils d'administration et les PDG sont pleinement responsables de ce qui se passe dans leurs organisations. Si « assez bon » est devenu la norme, si « ne pas faire de vagues » est tacitement imposé et si « ne pas se faire prendre » est la règle de survie, alors il faut comprendre ceci : nous ne faisons pas que le tolérer, nous l'entretiens.

La « culture organisationnelle » n'existe pas en dehors de ce que les gens voient chez leurs dirigeants : leurs comportements, leurs tolérances et leurs critères de récompense. Les dirigeants sont la culture qu'ils tolèrent.

Donc, si vous voulez un vrai changement en tant que leader, posez-vous cette question : que voient mes employés quand ils me regardent ? Pas ce que je dis, mais ce que je fais. Pas mes valeurs affichées, mais mes décisions quand ça compte. Puis demandez-vous : qu'est-ce que je vais faire pour cesser de renforcer le « assez bon », le « ne pas faire de vagues » et le « ne pas se faire prendre » ?

Bâissez un plan d'action et commencez par vous-même. Car si la peur, la médiocrité et le silence dominant, c'est que les gens l'ont appris quelque part. Et si vous n'en entendez pas parler, cela ne veut pas dire que ça n'existe pas, cela veut dire qu'ils ont cessé de vous croire, ou pire, que quelqu'un d'autre fait votre travail et que ça vous convient.

Le leadership n'est pas une question de contrôler le message. C'est d'incarner le message.

Conclusion

La souveraineté canadienne est largement une illusion, affaiblie par la dépendance envers les États-Unis, l'échec du leadership et une culture du silence. Les accords commerciaux comme l'ALENA et l'ACEUM n'étaient pas des partenariats, mais des outils de confinement.

Le problème plus profond est celui de la décadence institutionnelle : la délocalisation a vidé notre résilience, les dirigeants ont choisi la conformité plutôt que le courage, et l'expression « Ne pas se faire prendre » a remplacé la responsabilité.

Reconstruire l'indépendance commence par l'action : acheter canadien, rejeter la médiocrité, affronter la dysfonction et exiger un leadership qui agit plutôt qu'il ne se taise.

Le Chapitre 3 analyse la manière dont les États-Unis ont exploité nos failles internes pour consolider leur emprise sur le Canada. Il ne s'agit pas d'une conquête ouverte, mais d'une série de systèmes, économiques, commerciaux, culturels, énergétiques et militaires, qui nous conditionnent à la dépendance. Cette section révèle comment, subtilement et systématiquement, nous avons pris l'habitude de céder, jusqu'à en venir à confondre soumission et partenariat.

Chapitre 3

**Comment les États-Unis maintiennent le Canada en laisse :
Les systèmes de contrôle que nous avons pris pour des partenariats**

**Comment la puissance économique américaine maintient le Canada sous contrôle :
subtilement, structurellement, systématiquement**

Si le Chapitre 2 a montré comment le Canada s'est creusé de l'intérieur, le Chapitre 3 explique comment les États-Unis ont comblé ce vide, méthodiquement, structurellement et sans résistance. Ce n'est pas une conspiration; c'est une question de systèmes conçus pour conditionner nos comportements, étouffer notre souveraineté et rendre la dépendance naturelle.

Les États-Unis n'ont pas besoin de conquérir le Canada, du moins pas ouvertement, pas encore. Ils ont bâti des systèmes qui font paraître la résistance irrationnelle. Nous leur avons donné l'accès; ils nous ont donné la dépendance : capital, culture, cadres juridiques et confort. Plus de 75 % de nos exportations partent vers le sud. Une simple menace de tarif, et nous avons flanché.

Quand Trump a imposé des tarifs sur les biens canadiens en mars 2025, l'illusion s'est effondrée. Le TSX a chuté de 5 % en une journée. Les banques, les manufacturiers et les entreprises énergétiques ont été frappés de plein fouet. Le Canada a répliqué avec ses propres tarifs, mais le mal était fait. La confiance s'est effondrée. Rappel brutal : nous ne sommes pas seulement liés aux États-Unis, nous en sommes dépendants.

Les accords commerciaux : instruments de confinement

Les accords comme l'ALENA et l'ACEUM n'ont jamais été de véritables partenariats. Ce sont des stratégies de confinement déguisées en diplomatie, des outils pour façonner notre comportement, pas pour l'émanciper. Et nous le savons d'expérience : tout accord signé avec les États-Unis dure seulement tant qu'il sert leurs intérêts. Le jour où ce n'est plus le cas, il est déchiré. Traité ou pas.

Conditionnés comme Pavlov

Pavlov nous aurait compris. Nous avons été conditionnés. Washington n'a même pas besoin d'agir, il lui suffit de signaler, et la réaction canadienne est automatique. Nous nous disons souverains, mais nos réseaux électriques, nos pipelines, notre politique de défense, nos médias et même notre culture nationale sont désormais profondément intégrés aux États-Unis.

Pire encore, nous ne remettons presque jamais cela en question. Nous avons confondu alignement et protection, et considéré toute divergence comme une menace.

Benjamin Franklin avait plaidé pour l'annexion du Canada. Son idée n'a jamais totalement disparu : elle s'est simplement adaptée, attendant de nouveaux messagers, de nouveaux moments et de nouvelles dépendances économiques.

Trump a réveillé cette ambition dormante. Son second mandat l'a rendue évidente : si le Canada est trop timide pour agir comme une nation souveraine, le traiter comme un 51e État économique docile est facile.

Le mot est « stupeur »

La seule manière de décrire la réaction de notre gouvernement aux tarifs de Trump est : la stupeur. Pas seulement de la passivité, mais un état d'esprit embrouillé, une véritable paralysie de la volonté.

Nous avons les ressources, l'histoire et les signaux d'alarme. Ce qui a manqué, c'est le courage de les affronter. Ce que nous avons choisi à la place, c'est le déni.

Ce n'est pas seulement de la complaisance ; c'est un manquement au devoir.

Perte de contrôle : sans invasion, sans coup d'État

Le génie de la stratégie américaine est qu'elle ne nécessite ni chars ni traités. Elle repose sur des systèmes juridiques, culturels et commerciaux qui font paraître la résistance irrationnelle. En quelques décennies, ils ont ancré un cadre de dépendance si efficace qu'il fonctionne sans coercition.

C'est *The Matrix*, mais réel. Et nous avons avalé la pilule bleue.

Pourquoi nous sommes complaisants

Notre complaisance n'est pas seulement politique, elle est culturelle et systémique. Au fil du temps, un état d'esprit a pris racine : si ceux d'en haut ne sont pas tenus responsables, pourquoi devrions-nous nous en soucier? Ce n'est pas du cynisme. C'est une impuissance apprise, déguisée en pragmatisme.

Le résultat? La prévoyance stratégique a disparu. Le sérieux civique s'est érodé. Nous avons confondu paralysie et paix.

Comment le pouvoir américain infiltre nos systèmes

La véritable puissance américaine n'est pas visible : elle opère à travers nos banques, nos marchés boursiers, nos universités, nos médias et même nos divertissements. Elle n'impose pas, elle façonne.

Nos films, nos séries, nos flux de nouvelles, nos plateformes sociales, tout cela est dominé par des entreprises américaines. Le récit collectif que nous consommons chaque jour est filtré à travers une lentille étrangère. Et même si nous nous en plaignons, nous continuons à payer pour cela, renforçant le cycle.

La dépendance est psychologique autant qu'économique. Les Canadiens commencent à croire qu'ils ne peuvent pas réussir sans validation américaine. Nos entreprises attendent l'approbation de Wall Street. Nos artistes mesurent leur valeur par Hollywood. Nos politiciens mesurent leur influence par la couverture médiatique américaine.

C'est ainsi que fonctionne l'emprise : subtile, constante, invisible jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

Les pipelines, l'énergie et la laisse invisible

Nos pipelines, réseaux électriques et exportations énergétiques sont intégrés à ceux des États-Unis. Cela ne relève pas seulement de l'économie, mais de la sécurité nationale. Washington n'a pas besoin de menacer le Canada : ils peuvent littéralement fermer nos lumières.

En laissant une si grande part de nos ressources critiques sous influence étrangère, nous avons échangé la souveraineté contre des promesses de marchés. Mais en réalité, nous avons cédé notre liberté de choix.

La défense : dépendance et illusion

Notre armée s'appuie sur les systèmes, la technologie et les stratégies américaines. On parle d'OTAN, mais en pratique, notre défense repose sur la bonne volonté des États-Unis. Si Washington décidait demain que le Canada n'en vaut plus la peine, notre vulnérabilité serait exposée en quelques heures.

C'est une erreur fatale d'appeler cela une « alliance ». C'est une dépendance maquillée.

Les illusions qui nous bercent

Nous avons confondu protection et dépendance, partenariat et domination. Le Canada s'est habitué à une relation où il n'existe pas de plan B. Chaque fois que nous essayons d'imaginer une autonomie, nous sommes rappelés à l'ordre par des tarifs, des menaces ou de simples regards glacés de Washington.

Le problème, c'est que nous avons accepté ce cadre comme naturel. Comme inévitable. Comme rationnel. Mais il ne l'est pas. C'est une construction.

L'échec de notre imagination nationale

La tragédie canadienne n'est pas d'avoir été vaincu. C'est d'avoir cessé de croire que nous pouvions rivaliser.

Au lieu de construire des alternatives, nous avons bâti des excuses. Nous avons présenté notre capitulation comme du pragmatisme. Nous avons confondu la survie avec la prospérité.

Chaque fois que nous avons dit « Nous n'avons pas le choix », nous avons cédé un autre morceau de souveraineté.

Quand la soumission devient habitude

L'habitude de céder devient une identité nationale. Nous cessons de remarquer les pertes, car elles semblent normales. Chaque génération accepte moins d'autonomie que la précédente. Jusqu'à ce que, finalement, nous n'ayons plus rien à céder.

Et alors, nous réalisons que nous ne sommes pas partenaires, mais subordonnés. Pas souverains, mais intégrés. Pas libres, mais tolérés.

Conclusion

La dépendance canadienne aux États-Unis n'est pas accidentelle, ni nouvelle. C'est le produit de systèmes soigneusement construits pour conditionner nos comportements, affaiblir notre volonté et rendre la résistance impensable.

Du commerce à la culture, de l'énergie à la défense, les structures américaines ont pénétré chaque aspect de notre vie nationale. Elles ne nécessitent pas de chars d'assaut, elles nécessitent seulement notre complaisance.

Le véritable danger n'est pas Washington ; c'est notre incapacité à imaginer un Canada indépendant et à agir en conséquence.

Le Chapitre 4 examine le « déficit de loyauté », c'est-à-dire comment notre culture nationale est passée de la responsabilité et de l'ambition à la résignation et au confort. Il montre comment le consumérisme, l'indifférence et l'absence de mémoire collective ont fragilisé notre cohésion. Ce chapitre propose aussi des pistes pour réapprendre la loyauté : envers notre travail, nos communautés et notre pays.

Chapitre 4

Le déficit de loyauté

Une culture nationale qui a cessé de croire

Si le Chapitre 2 a exposé comment le Canada s'est vidé de l'intérieur et le Chapitre 3 a révélé comment des systèmes externes ont exploité cette faiblesse, alors le Chapitre 4 pose une question plus difficile : où se situe notre loyauté aujourd'hui ? Pas celle qu'on grave sur les passeports ou qu'on proclame lors des cérémonies, mais celle qu'on démontre chaque jour par nos choix, notre silence et nos dépenses.

Ce texte n'est pas un document de politique publique. Ce n'est pas un rapport commercial ni un débat sur les tarifs douaniers. Il traite de quelque chose de beaucoup plus profond : la loyauté envers les familles et notre pays, envers les communautés d'où nous venons, envers les industries qui nous ont autrefois fait vivre, et envers l'idée que la souveraineté ne se protège pas par des discours, mais qu'elle se mérite par l'engagement.

Depuis des décennies, nous avons vu l'industrie manufacturière canadienne s'effondrer tout en nous convainquant que c'était le prix du progrès. Nous avons accepté des produits moins chers venus de l'étranger, ignoré les ravages causés à nos propres industries et prétendu que l'efficacité mondiale était une forme de patriotisme. Ce ne l'était pas. C'était une désertion silencieuse, polie mais dévastatrice. Nous sommes à un point d'inflexion. Pas sur le plan des politiques, mais sur celui de notre mentalité. Nous devons nous demander : « Envers qui sommes-nous loyaux ? » Car la souveraineté commence par des comportements. Si nous n'achetons pas ce que nous produisons, il ne nous restera plus rien à défendre.

Pourtant, même dans cette inertie apparente, quelque chose bouge. Sous la surface, on sent poindre un réflexe de fierté, discret mais réel, comme si une partie du pays refusait encore de renoncer à elle-même. Et déjà, on perçoit les signes d'un changement tranquille. Pour la première fois depuis des décennies, de plus en plus de Canadiens choisissent de passer leurs vacances chez eux plutôt que de se précipiter aux États-Unis. Qu'ils soient motivés par la valeur du dollar, les délais aux frontières, un sentiment ou un principe, ce changement d'habitude n'est pas qu'économique : il est symbolique. Choisir de rester, de dépenser et d'explorer à l'intérieur de nos propres frontières est un geste modeste mais porteur de renouveau national. Cela démontre que lorsqu'on leur en donne une raison, les Canadiens répondent avec loyauté. Que cette habitude prenne racine, car la souveraineté se construit autant par la production et les politiques que par nos décisions quotidiennes : nos déplacements, nos valeurs et les gens que nous choisissons d'appuyer.

Mais au-delà de ces gestes individuels porteurs d'espoir, un constat plus troublant s'impose. Le Canada n'a pas perdu uniquement des emplois manufacturiers ou des accords commerciaux. Nous avons perdu une conviction culturelle essentielle : l'idée que nous sommes collectivement responsables de ce pays et de son avenir. La loyauté envers nos lieux de travail, nos communautés, nos institutions, nos voisins s'est érodée. Elle a été remplacée par une mentalité de consommateur : prendre ce qui est pratique aujourd'hui, sans penser à demain. Nous avons cessé de voir notre travail comme un engagement et commencé à le voir comme un simple échange. Nous avons cessé de voir nos communautés comme un héritage partagé et les avons réduites à des services à la carte. Ce changement n'est pas venu soudainement ; il est le résultat de décennies de confort, de complaisance et de renoncements.

Comment la loyauté s'érode

La loyauté ne disparaît pas en un jour. Elle s'effrite lorsque les institutions trahissent la confiance des citoyens, lorsque les dirigeants privilégient leurs intérêts personnels, lorsque les consommateurs choisissent toujours le moins cher, même au détriment du voisin. Nous avons justifié cela comme du pragmatisme. En réalité, c'était de la résignation.

Chaque fois que nous avons choisi la commodité plutôt que l'engagement, nous avons enseigné aux générations suivantes que la loyauté était naïve. Chaque fois que nous avons toléré la médiocrité au travail, nous avons montré que l'effort ne valait pas la peine. Chaque fois que nous avons acheté étranger alors qu'un équivalent canadien existait, nous avons affaibli la production nationale.

C'est ainsi que naît un déficit : non pas financier, mais moral.

Les effets sur le travail

Autrefois, travailler signifiait contribuer à quelque chose d'important. Aujourd'hui, trop d'emplois sont réduits à un chèque de paie. La fierté de fabriquer, de bâtir, d'innover ici a cédé la place à l'idée qu'il est normal de dépendre d'ailleurs.

Les syndicats et le management ont contribué à cette érosion, chacun à leur manière. Les syndicats ont souvent protégé le statu quo plutôt que d'encourager la performance. Le management a souvent cherché la facilité de la sous-traitance plutôt que d'affronter le défi de la production locale.

Le résultat est un climat de détachement, où l'employé n'est pas loyal envers l'entreprise et l'entreprise n'est pas loyale envers l'employé.

Heureusement, certaines entreprises échappent à cette logique. Elles comptent encore sur des employés qui se sentent responsables de ce qu'ils produisent, parce qu'ils vivent dans des communautés où le travail garde un sens collectif. Ces hommes et ces femmes savent que leur fierté professionnelle découle du lien profond qu'ils entretiennent avec leur famille, leur village et la terre même sur laquelle ils vivent. C'est dans ces milieux que persiste la loyauté véritable, celle qui relie le travail bien fait à la dignité, la communauté et la continuité du pays.

Les effets sur la société

Le déficit de loyauté se voit aussi dans nos communautés. Les services publics sont considérés comme des produits, non comme des biens collectifs. Les voisins se connaissent de moins en moins. La participation civique recule.

Quand la loyauté disparaît, la cohésion s'effondre. Ce n'est pas un hasard si nous voyons davantage de cynisme, de méfiance et de divisions.

Comment réapprendre la loyauté

La loyauté ne peut pas être imposée. Elle doit être méritée et reconstruite. Cela commence par le leadership : dirigeants politiques, chefs d'entreprise, responsables syndicaux doivent démontrer par leurs actes que l'engagement envers le Canada passe avant leur confort. Cela continue avec nous tous, comme consommateurs et citoyens. Chaque achat est un vote : choisissons-nous de renforcer notre pays ou d'affaiblir notre indépendance? Chaque décision de carrière est un message : construisons-nous ici ou

cherchons-nous ailleurs? Réapprendre la loyauté signifie redonner de la valeur à l'effort, au travail bien fait, au produit canadien, à l'institution honnête, au service public fiable.

C'est dans ce contexte que la comparaison avec d'autres nations devient essentielle. Pendant que plusieurs pays ont choisi, souvent sans complexe, de placer la souveraineté et la loyauté au cœur de leurs politiques économiques et sociales, le Canada a peu à peu appris à s'excuser d'exister, hésitant à affirmer que penser et produire canadien n'est pas une fermeture sur le monde, mais un acte de maturité collective.

C'est ici que la comparaison devient révélatrice. À travers le monde, des nations de tailles, de cultures et d'histoires différentes ont choisi de placer la loyauté et la souveraineté au centre de leur destin collectif.

Loyauté, confiance et courage envers la patrie

Avoir le courage de faire ce qui est juste, c'est penser canadien d'abord. Nous ne serions pas les premiers à le faire. Plusieurs nations ont déjà choisi de placer leurs intérêts au cœur de leurs politiques, souvent sous des slogans ou des programmes fondés sur le principe du « pays d'abord » et sur une souveraineté assumée. Ces exemples peuvent servir de contraste, ou d'électrochoc, pour les Canadiens qui hésitent encore à affirmer de telles priorités.

Brésil, Hongrie, Pologne et Israël

Chacun, à sa manière, défend systématiquement la souveraineté nationale, même si cela tend leurs alliances. Leurs dirigeants présentent le mondialisme comme une menace à l'identité culturelle ou à l'indépendance économique.

Chine

Politique : Renaissance nationale et « Rêve chinois ».

Le Parti communiste chinois fait passer la souveraineté, les industries et l'influence chinoises avant tout. Il protège ses intérêts par le levier commercial, l'expansion militaire et la politique technologique.

Danemark

Politique : Durabilité nationale avant tout.

Leader en innovation verte, le Danemark gère strictement l'immigration, l'utilisation des ressources et les investissements étrangers à travers une lentille nationale. Ses protections sociales et sa planification économique reposent sur un principe enraciné : le Danemark doit en bénéficier d'abord.

France

Politique : Autonomie stratégique.

La France défend sa souveraineté par son indépendance militaire, la protection de sa culture et sa stratégie économique. Qu'il s'agisse de résister à la domination technologique américaine ou d'affirmer son leadership européen, la France met les intérêts français en premier.

Islande

Pratique : Indépendance nationale à la nordique.

Non-membre de l'Union européenne, l'Islande protège ses droits de pêche, sa monnaie et son indépendance énergétique. Ses politiques allient démocratie sociale et contrôle rigoureux de l'influence étrangère.

Inde

Slogan : Atmanirbhar Bharat (« L'Inde autosuffisante »).

Sous Modi, l'Inde poursuit un nationalisme économique offensif. Les entreprises étrangères sont les bienvenues, à condition qu'elles renforcent la puissance indienne.

Japon

Pratique : Nationalisme économique discret.

Coopératif en apparence, le Japon protège ses industries, ses emplois et sa monnaie par des contrôles serrés. Commerce et immigration sont gérés à l'aune de la stabilité nationale.

Russie

Politique : Russkiy Mir (« Le monde russe »).

Le gouvernement de Poutine place la sécurité, le territoire et le prestige de la Russie au-dessus de tout, souvent à un coût élevé. La loyauté envers l'État est primordiale.

Suède

Pratique : Souveraineté sociale-démocrate.

Ouverte au commerce, la Suède protège ses industries clés et son modèle social, limite la propriété étrangère dans les secteurs stratégiques et privilégie la cohésion interne.

Turquie

Politique : Souveraineté affirmée.

Sous Erdoğan, la Turquie défend son autonomie en matière de défense, de commerce et de religion, quitte à confronter certains alliés.

États-Unis

Slogan : America First (« L'Amérique d'abord »).

Popularisé sous Trump mais enraciné de longue date. Démocrates ou républicains, tous défendent les emplois, les industries et la primauté américaine.

À propos du Canada

En comparaison, nos politiques commencent souvent par cette question : « Que penseront les autres ? » Nous nous excusons avant d'affirmer. Nous faisons des compromis avant d'exiger. Nous hésitons à dire « Le Canada d'abord » par crainte de paraître impolis ou égoïstes.

Il ne s'agit pas d'isolationnisme, mais de maturité. Si des pays comme les États-Unis, la Suède, l'Inde, la Chine et même de plus petits pays comme la Hongrie défendent sans complexe leurs intérêts, pourquoi pas nous ?

Voyons pourquoi tant d'entreprises ont mis fin à leurs opérations canadiennes pour s'établir ailleurs, à la recherche de main-d'œuvre bon marché et de marges plus élevées. Au cours des dernières décennies, le Canada n'a pas seulement exporté des biens : il a exporté sa capacité à les produire. Pour demeurer compétitives, des entreprises canadiennes ont déplacé leur production vers des pays aux salaires plus bas et aux normes plus souples.

Aujourd'hui, une grande partie de ce que nous achetons au Canada est fabriquée à l'étranger : en Chine, au Mexique, au Vietnam, en Inde, en Indonésie, en Pologne, en Islande et au Bangladesh. Ces pays sont

devenus des centres de production pour l'électronique, l'habillement et bien d'autres secteurs. Les entreprises canadiennes signent les contrats, mais le travail et les emplois se font ailleurs. Et cela ne s'arrête pas à l'Asie. Nous dépendons fortement des chaînes d'approvisionnement américaines dans l'automobile et l'aérospatiale. À mesure que les coûts mondiaux évoluent, les entreprises se tournent aussi vers l'Asie du Sud-Est et l'Europe de l'Est : Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Pologne, Roumanie, entre autres.

Alors, lorsque nous parlons de « Fabriqué au Canada », il faut se demander : fabriqué où, exactement ? La vérité, c'est qu'une grande partie de ce que nous consommons est produite à l'étranger et rapatriée ici, parce que c'est moins cher que de le faire chez nous. Ceux qui ont déplacé leurs activités hors du pays ont largement profité de notre infrastructure, de notre système d'éducation et de notre stabilité politique avant de tourner le dos au pays qui leur a permis de réussir et de vivre en paix.

Depuis les années 1980, aidées par des politiques syndicales à courte vue, des gouvernements faibles et des consommateurs complaisants plutôt que cyniques, les entreprises ont délocalisé à un rythme croissant. Et à chaque départ, c'est une partie de notre avenir qui s'en va.

En restant immobiles face à cet exode, nous avons permis l'ascension de ce que j'appelle des opportunistes. Le mot peut déranger, mais ceux qui ont démantelé nos capacités nationales au profit d'une exploitation étrangère ont saboté notre souveraineté.

Salaires quotidiens moyens (CAD), du plus élevé au plus bas, de 2024 à mi-2025

(En supposant 22 jours ouvrables par mois; USD → CAD = 1,368)

Pays	CAD/jour
États-Unis	341,3
Canada	298,0
Pologne	91,7
Roumanie	69,8
Chine	62,2
Malaisie	41,4
Thaïlande	28,2
Vietnam	27,4
Indonésie	20,2
Bangladesh	15,0
Inde	12,8

Le classement ci-dessus est basé sur des données de mi-2025 de *Trading Economics* pour le Canada et les États-Unis.

Part de l'emploi manufacturier au Canada (1990-2022)

Source : *Statistique Canada via TD Economics*, « Are Rising U.S. Tides Washing Manufacturing Jobs to Canada », *economics.td.com*.

Le secteur manufacturier canadien a décliné d'environ 16 % de l'emploi total au début des années 1990 à moins de 10 % ces dernières années, reflétant la perte d'emplois et la contraction illustrées par ces tendances.

Entre 1980 et 2000, le Canada a perdu des dizaines de milliers d'emplois manufacturiers à mesure que la mondialisation et des accords comme l'ALENA prenaient effet. De 2000 à 2024, nous en avons perdu 650 000 de plus, la plupart vers des économies à bas salaires à l'étranger. En 2025, des tarifs additionnels imposés par l'administration Trump ont éliminé plus de 60 000 autres emplois, dont 31 000 en un seul mois. Les secteurs de l'acier, de l'aluminium et de l'automobile ont été les plus touchés. Le chômage a atteint 6,9 %.

Ces chiffres racontent plus qu'une histoire économique. Ils signalent une perte d'ancrage, un effritement du lien entre travail, dignité et appartenance. C'est là que commence le véritable coût du déficit de loyauté.

Le coût du déficit de loyauté

Le déficit de loyauté se paie cher : perte de production, perte de souveraineté, perte de confiance. Ce déficit est plus dangereux qu'un déficit budgétaire, car il mine les fondations d'une nation. Un pays peut rembourser ses dettes financières. Mais si la loyauté disparaît, il n'y a plus rien à quoi se raccrocher.

Devant ce constat, il faut s'arrêter un instant. Non pas pour se lamenter, mais pour comprendre clairement ce que ces choix collectifs disent de nous.

Faisons le point sur ce que nous avons établi jusqu'ici

Réexaminons, regardons de plus près et analysons ce qui est réellement en jeu.

1. Des pays comme les États-Unis, la Chine, l'Inde et le Mexique placent leurs intérêts en premier. Le Canada hésite, préoccupé par la politesse plutôt que par la protection. Le coût? Plus de 60 000 emplois perdus en quelques semaines après des tarifs imposés en 2025. Notre fragilité économique n'est pas théorique, elle est réelle.
2. De nombreuses entreprises ont bâti leur succès au Canada, puis sont parties. Elles ont profité de nos systèmes, fait fortune ici, puis déplacé leurs opérations à l'étranger. Appelez cela comme vous voulez, à mes yeux, c'est une désertion.
3. Le contrat social signifiait autrefois donner en retour de l'opportunité reçue. Ce sens de la loyauté a disparu. Aujourd'hui, même les consommateurs choisissent le prix avant le principe, et la commodité avant le pays.
4. Le changement commence par l'action. Si ce n'est pas fabriqué au Canada, ne l'achetez pas. Posez des questions. Exigez mieux. Ce n'est pas qu'une question d'économie, c'est une souveraineté à reconquérir.
5. Il ne s'agit pas d'isolement, mais de respect de soi. D'autres nations défendent leurs intérêts, nous le devons aussi. Cela commence par la façon dont nous achetons, investissons et éduquons. Apprenons aux jeunes Canadiens à bâtir pour leur pays, pas seulement pour eux-mêmes.

6. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais la vérité est simple : nous construisons le Canada que nous choisissons d'acheter, ou nous le perdons morceau par morceau.

Tout converge vers une même vérité : le déficit de loyauté n'est pas un accident, mais la conséquence d'années de renoncements accumulés. Rien n'est irréversible si nous reconnaissons ce que nous avons perdu et si nous choisissons d'y remédier.

Conclusion

La souveraineté du Canada s'est lentement érodée, non seulement sous la pression extérieure, mais aussi en raison de décennies de choix déloyaux faits ici même. Nous avons laissé l'industrie manufacturière s'effondrer, les entreprises délocaliser et les consommateurs privilégier les importations bon marché au détriment des produits canadiens. Ce n'est pas qu'une perte économique ; c'est une trahison du contrat social qui liait l'opportunité à la responsabilité.

La véritable souveraineté se construit par nos comportements : ce que nous produisons, achetons et protégeons. D'autres nations défendent sans honte leurs intérêts, tandis que le Canada hésite, s'excuse et transige. Rebâtir notre indépendance commence par la loyauté envers nos propres industries, nos travailleurs et notre avenir. Si nous ne choisissons pas le Canada d'abord dans nos gestes quotidiens, nous continuerons de le perdre, morceau par morceau.

Le Chapitre 5 trace la voie à suivre. Elle rassemble les leçons des sections précédentes pour offrir un plan de renouvellement national : redonner sens au contrat social, rétablir la souveraineté économique et culturelle, et bâtir un Canada capable non seulement de survivre, mais de prospérer dans un monde instable. C'est l'appel à l'action ultime : ne plus se contenter de subir, mais de choisir activement de redevenir maîtres de notre avenir.

Chapitre 5

Plan de renouvellement national

Retrouver le contrat social

Nous avons vu comment le Canada a échangé sa souveraineté pour du confort, comment nos institutions ont sombré dans la complaisance, comment les États-Unis ont construit des systèmes de contrôle et comment la loyauté nationale s'est érodée. La question qui demeure est : que faire maintenant ?

La réponse commence par un retour au contrat social, pas comme slogan, mais comme engagement pratique. Le contrat social signifie que ceux qui bénéficient du Canada doivent investir en retour : entreprises, dirigeants, citoyens. Il faut payer des impôts là où la valeur est créée, investir dans nos communautés, respecter nos institutions et ne pas se cacher derrière la commodité, mais assumer la responsabilité.

Reconstruire l'économie sur des bases souveraines

L'indépendance politique n'est rien sans indépendance économique. Il faut :

- Produire au Canada ce que nous pouvons produire ici.
- Investir dans la technologie, l'énergie et l'innovation locales.
- Cesser de dépendre des chaînes d'approvisionnement étrangères pour les biens essentiels.

Cela ne veut pas dire tout fabriquer chez nous, mais cela signifie redevenir capables de fabriquer, plutôt que d'accepter la dépendance comme un état permanent.

Réformer le leadership

Le déclin n'est pas seulement économique. Il est culturel et institutionnel. Le Canada a besoin de dirigeants capables de :

- Prendre des risques au nom de l'intérêt national.
- Rejeter la médiocrité et le statu quo.
- Restaurer la responsabilité au cœur des entreprises, syndicats et gouvernements.

Le leadership n'est pas la conformité aux règles établies : c'est la capacité de créer un nouvel élan, même quand cela dérange.

Réapprendre la loyauté

Comme expliqué dans le Chapitre 4, la loyauté est la ressource la plus précieuse d'une nation. Il faut la réapprendre :

- Loyauté au travail bien fait.
- Loyauté aux institutions honnêtes.
- Loyauté à la communauté.
- Loyauté à la souveraineté canadienne.

Chaque achat est un vote, chaque décision un engagement. Ce n'est pas abstrait. C'est une pratique quotidienne.

La voie à suivre

Le Canada ne manque pas de talent, ni de ressources, ni d'opportunités. Ce qui a manqué, c'est la volonté collective. Ce plan n'exige pas de miracles. Il exige de la discipline, du courage et un changement de mentalité.

Il est encore temps. Mais le temps n'est pas illimité. Si nous continuons à céder, à sous-traiter et à justifier l'inaction, nous serons absorbés, non pas dans un grand fracas, mais dans une capitulation tranquille, déguisée en rationalité.

Conclusion

Le renouvellement du Canada exige :

- Un retour au contrat social.
- Une économie fondée sur la production et l'innovation locales.
- Un leadership responsable et audacieux.
- Une loyauté retrouvée entre citoyens, institutions et pays.

Ce n'est pas une question de choix politiques passagers mais une question de survie nationale. Le Canada a encore la possibilité de se relever; mais il faut le vouloir, collectivement et sans attendre.

Réformes non négociables pour un Canada souverain

1. Rapatrier la fabrication et la production

Le Canada doit cesser de délocaliser ses industries essentielles et reconstruire ses capacités nationales, même si cela entraîne des coûts plus élevés à court terme. Sans contrôle sur ce que nous produisons, nous ne pouvons pas contrôler notre avenir.

2. Redéfinir la stratégie commerciale et énergétique

Réduire la dépendance structurelle aux chaînes d'approvisionnement américaines, aux réseaux énergétiques et aux marchés des États-Unis en diversifiant les exportations, en bâtissant de nouvelles alliances et en créant des systèmes tampons capables de résister aux pressions extérieures.

3. Adopter un comportement « Canada d'abord »

Chaque citoyen et chaque entreprise doit s'engager à acheter, investir et produire localement. Ce n'est pas symbolique ; c'est vital. La souveraineté nationale se gagne ou se perd dans les décisions de consommation quotidiennes.

4. Remplacer les manœuvres politiques par un leadership fondé sur la vérité

Les organisations et les institutions doivent valoriser la franchise, lier l'avancement aux résultats et écarter les dirigeants qui survivent grâce à l'apparence et à la manipulation. Aucune souveraineté ne peut exister lorsque la vérité devient une variable à l'intérieur même de ses institutions.

5. Faire de l'intégrité personnelle une norme nationale

Chaque Canadien doit se regarder dans le miroir et choisir le courage plutôt que la complaisance, la vérité plutôt que la commodité, et la responsabilité plutôt que le confort. L'indépendance nationale commence par la conviction individuelle, multipliée dans les milieux de travail, les conseils d'administration et les gouvernements.

6. Rebâtir la compétence et la responsabilité institutionnelles

Le déclin du Canada est autant managérial qu'économique. Nous avons récompensé la conformité plutôt que la compétence, et remplacé les résultats par des rituels. Pour redresser la situation, nos institutions doivent privilégier le talent, l'intégrité et la performance plutôt que la politique et la procédure. La souveraineté exige des institutions qui livrent des résultats, et non des discours.

7. Restaurer l'éducation comme moteur de pensée critique et de sens national

Une nation souveraine commence dans la salle de classe. Nos écoles doivent former des penseurs indépendants, non des exécutants passifs. L'éducation doit enseigner la curiosité, le savoir-faire et le devoir civique : l'habitude de penser par soi-même et de bâtir pour le pays, pas seulement pour soi.

Le prix de la souveraineté

Ces réformes ne sont pas des slogans. Ce sont des actes de redressement : du courage chez les dirigeants, de la responsabilité chez les citoyens et de l'intégrité dans toutes nos institutions.

Le Canada demeurera souverain seulement s'il le mérite, jour après jour, par sa compétence, sa vérité et la fierté de ce qu'il construit.



André John Haddad est l'auteur de plusieurs thrillers internationaux, dont *The Jerusalem Cycle Trilogy*, *The Thirst*, *Denial in Naples*, et *Five Hundred Days of Killer Viruses and Attempted Wit*, un recueil d'essais offrant une lecture peu orthodoxe de la pandémie de COVID-19. Son roman le plus récent est *From Power to Penance*.

Avec quarante ans de carrière comme psychologue industriel, André a conseillé des entreprises en Europe, aux Amériques et en Asie, des expériences qui nourrissent profondément son œuvre littéraire. En plus de ses activités de consultant, il enseigne les techniques d'innovation aux étudiants de MBA exécutif.

Ses mémoires stratégiques couvrent un vaste éventail de sujets, allant de la responsabilité des entreprises à la transformation rapide, en passant par l'innovation, la compétitivité mondiale, le leadership et les stratégies de loyauté. Une grande partie de son écriture est façonnée par son expérience directe, acquise en explorant activement le monde et en demeurant engagé dans ce qui se déroule, à l'international comme ici au Canada.

André vit dans les Laurentides avec son épouse Louise, elle aussi psychologue industrielle. Ensemble, ils continuent d'explorer l'intersection entre le comportement humain, le leadership et le changement, dans la vie comme sur la page.

Pendant des décennies, les Canadiens ont cru en un pacte tacite
selon lequel nos institutions, nos dirigeants et
notre économie protégeraient le bien commun.
Mais ce pacte a été brisé.

Le Pacte brisé

Comment la promesse tacite du Canada
a été abandonnée et pourquoi elle doit être reprise

André John Haddad expose comment la souveraineté
du Canada s'est érodée, comment les jeux de
la politique intérieure et le leadership passif
ont vidé de sa substance notre raison d'être nationale,
et pourquoi le moment est venu pour les citoyens,
et non les bureaucrates, de reprendre en main l'avenir.

Ce n'est pas un livret de nostalgie.

C'est un **manifeste pour un renouveau national**,
ancré dans l'expérience vécue et une vérité sans complaisance.

André John Haddad est psychologue industriel et auteur de
From Power to Penance. Depuis plus de cinq décennies, il a conseillé
des gouvernements, des entreprises et des institutions nationales partout
dans le monde. Son travail allie la profondeur de l'analyse psychologique
à la clarté stratégique, et dans ce livre, il lance un appel urgent aux Canadiens
afin qu'ils restaurent l'intégrité, le courage et l'autodétermination
au cœur de la vie publique.